

Publications économiques et financières

Conjoncture financière

Septembre 2020

LE FINANCEMENT BANCAIRE DE L'ÉCONOMIE EN 2019

Progression ininterrompue de l'activité des établissements de crédit

Synthèse

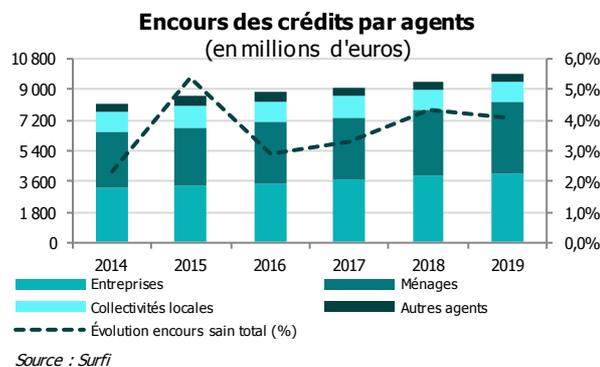
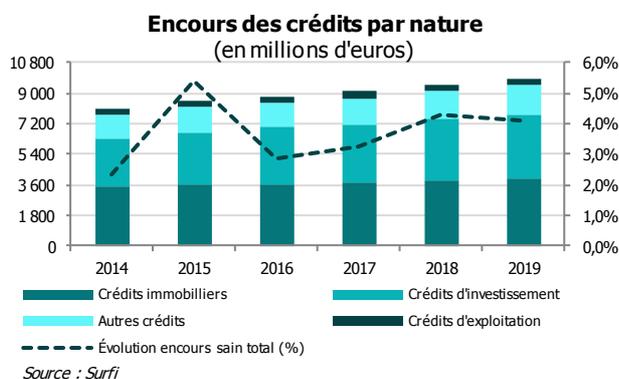
En 2019, l'économie martiniquaise a réalisé des performances solides. Après trois années de baisse, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est significativement redressé et maintenu au dessus de sa moyenne de longue période. L'année est marquée par un regain d'optimisme qui se traduit par l'amélioration du marché du travail (augmentation des créations d'emploi et baisse significative du taux de chômage), une nouvelle amélioration de l'investissement privé et le ralentissement de la progression de la consommation des ménages.

Le secteur bancaire a soutenu une demande de financement toujours robuste tant dans le secteur hypothécaire que dans le secteur des crédits à l'équipement. Il occupe ainsi une place centrale au sein de l'économie martiniquaise (1,1 million de comptes, 137 agences bancaires et 1 085 distributeurs automatiques de billets). De plus, l'accès généralisé des entreprises et des particuliers aux services bancaires est un préalable à l'activité économique.

À fin décembre 2019, l'encours sain de crédits à la clientèle s'établit à 9,9 milliards d'euros, en hausse de 4,1 % sur l'année. L'ensemble des catégories de crédits participent à la croissance globale. Les crédits d'investissement (+4,4 %), les crédits d'exploitation (+11,6 %) et les crédits immobiliers (+3,0 %) sont en hausse sur la période.

Selon les catégories d'agents, l'encours de crédits aux ménages (+5,6 %) et aux entreprises (+5,6 %) contribuent largement à cette croissance. En revanche, pour les collectivités locales, l'encours est en baisse (-2,3 %) pour la quatrième année consécutive.

Dans le détail, du côté des ménages, l'encours s'élève à 4,2 milliards d'euros tiré par la croissance des crédits à la consommation (+6,9 %) et des crédits à l'habitat (+5,1 %). Du côté des entreprises, le financement bancaire (4,1 milliards d'euros) est tiré par les crédits d'exploitation (+12,5 %) et les crédits d'investissement (+7,7 %) alors que les crédits immobiliers se replient (-2,1 %).



Concernant les dépôts, les avoirs détenus par les agents économiques atteignent 8,4 milliards d'euros à fin décembre 2019 (+3,4 % sur un an). Les ménages, qui concentrent l'essentiel des actifs financiers (5,6 milliards d'euros, soit

67,2 %), plébiscitent encore en 2019 les dépôts à vue dont la progression atteint +5,6 % et semblent de nouveau se tourner vers les placements liquides ou à court terme (+2,1 %) et l'épargne de long terme (+1,7 %).

Les entreprises, dont les avoirs financiers s'élevaient à 2,3 milliards d'euros (+3,9 %), semblent retrouver de l'attrait pour l'épargne de long terme (+10,5 %). Cependant, dans un environnement de taux bas et de faibles rendements, les entreprises continuent à privilégier les dépôts à vue (+4,2 %).

Caractéristiques générales

	Martinique 2017	Martinique 2018	Martinique 2019	Martinique Δ 2018/2019	France entière
Population (milliers)	372,67	368,64	363,48	-1,4 %	66 978
Produit intérieur brut (Md€ courants)	8,739	8,945	-	-	2 425,7
Taux de croissance du PIB (en volume)	-0,6 %	1,2%	-	-	1,5%
Indicateur du climat des affaires (ICA, à fin décembre)	101,6	99,3	102,8	3,5 pts	105,0
Taux d'inflation (en moyenne annuelle)	+0,6 %	+1,2 %	1,2 %	0,0 pt	1,1%
Taux de chômage	17,8 %	17,7 %	15,1 %	-2,6 pts	8,0%
Encours de crédits sains (Md€)	9,11	9,50	9,89	4,1 %	3 084,3 ⁽¹⁾
Créances douteuses brutes ou taux	616	667	616	-7,6 %	2,3 %
Encours de dépôts (Md€)	7,96	8,10	8,38	+3,5 %	3 546,2 ⁽¹⁾
Établissements bancaires installés localement	19	19	18	-10,0 %	735 ⁽¹⁾
Nombre de cartes bancaires par habitant	1,72	1,77	1,8	+1,7 %	1,1 ⁽¹⁾
Nombre de comptes ordinaires par habitant	1,2	1,23	1,25	+1,6 %	1,22 ⁽¹⁾

Sources : Insee, IEDOM, Banque de France, ACPR

⁽¹⁾: données 2018

L'organisation du système bancaire en Martinique

En 2019, **18 établissements**¹ soumis à la loi bancaire sont installés en Martinique : 10 établissements de crédit (**5 banques commerciales et 5 banques mutualistes**), **5 sociétés de financement**, 2 établissements de crédit spécialisés et 1 établissement de crédit à statut particulier. Des établissements non installés localement interviennent également dans une moindre mesure en Martinique, majoritairement à partir de l'Hexagone.

Un secteur concentré...

Le secteur bancaire martiniquais est concentré : en 2019, la part de marché cumulée des trois premiers établissements atteint 55,8 % pour la collecte des dépôts et 46,2 % pour la distribution de crédits. **Le marché des dépôts est structurellement plus concentré que celui des crédits**, ce dernier regroupant un nombre plus important d'acteurs. 12 intervenants sont recensés pour la collecte contre 18 pour le crédit. Pour autant, ce sont **7 à 8 établissements qui réalisent l'essentiel de l'activité bancaire**.

Le positionnement des établissements de crédit a peu évolué en 10 ans. Le marché de la collecte des dépôts reste largement dominé par les banques mutualistes, avec 69,1 % de l'ensemble des dépôts (contre 66,4 %, il y a dix ans). Les banques commerciales, pour leur part, détiennent 26,2 % du marché des dépôts (33,4 % en 2009). Les autres établissements uniquement positionnés sur le segment des comptes ordinaires créditeurs regroupent 4,7 % du marché des dépôts, soit une évolution significative en dix ans (+4,5 pts).

Le réseau mutualiste demeure le principal financeur de l'économie locale, avec 60,3 % des crédits. Les prêteurs institutionnels (Agence française de développement, Caisse des dépôts) détiennent 18,8 % du marché des crédits. Viennent ensuite les banques commerciales, qui possèdent 13,2 % du marché des crédits. Elles financent 29,3 % des comptes ordinaires débiteurs, mais sont moins bien positionnées sur les autres segments.

...qui se réorganise

La majorité des établissements installés localement ont mis en place une stratégie visant à réduire leurs coûts. Ils ont procédé à des réorganisations de réseaux et/ou des rapprochements. Au cours des cinq dernières années, plusieurs

¹ La société financière des Antilles –Guyane (SOFIAG) n'exerce plus qu'une activité de gestion extinctive de son portefeuille et s'est vu retirer son agrément.

opérations de concentration, de rapprochement avec les maisons mères et de restructurations des réseaux d'agences ont été entreprises. Ces évolutions ont conduit à une baisse globale des effectifs.

À fin 2019, les effectifs cumulés du secteur bancaire local s'élevaient à 1 409, en repli de 1,3 % sur un an, en lien avec la baisse de la population martiniquaise en 2019 (-1,4%). Pour autant, ces évolutions globales masquent des situations contrastées par établissement. Les banques mutualistes constituent la seule catégorie d'établissement dont les effectifs se maintiennent (+0,2 %). Les banques commerciales, ainsi que les autres établissements, enregistrent une baisse de leurs effectifs (respectivement -4,6 % et -4,2 %). Les établissements mutualistes demeurent les principaux pourvoyeurs d'emploi du secteur (68,1 %), devant les banques commerciales (22,2 %) et les autres établissements (9,7 %).

Des établissements bancaires aux situations financières contrastées

L'échantillon des banques retenu dans ce paragraphe compte quatre établissements de crédit parmi les principaux de la place (une banque commerciale et trois banques mutualistes). Il concentre environ 70 % des actifs collectés et des encours de crédits attribués par les banques locales.

Le produit net bancaire (PNB) agrégé des banques de l'échantillon affiche une **nouvelle hausse** en 2019 pour s'établir à **276,4 millions d'euros** (+2,9 %, après +4,2 % en 2018). L'exercice se caractérise par une **diminution sensible des charges** (-6,4 %), tandis que **les produits affichent une légère augmentation** (+1,1 %). Pour leur part, les intérêts et les commissions évoluent à la hausse.

Les **intérêts** constituent encore la **première source de PNB**, avec 48,1 %. Ils progressent de 3,8 % (après +5,7 % en 2018), en lien avec les bénéfices issus des opérations interbancaires et de trésorerie. Pour leur part, les intérêts relatifs aux seules opérations avec la clientèle demeurent orientés à la baisse (-0,8 %, après -2,0 % en 2018). Ils restent pénalisés par les taux bas, quand bien même les octrois de crédit progressent.

S'agissant des **commissions**, elles représentent **41,1 % du PNB**. Celles-ci progressent modérément par rapport à l'année précédente (+1,4 %, après +6,1 %) en raison des mesures prises à destinations des clients fragiles financièrement, à savoir le plafonnement des frais bancaires et la promotion de l'offre spécifique, moins rentable que les offres classiques. Dans ces conditions, les commissions sur opérations de services financiers augmentent (+2,9 %), tandis que les commissions sur opérations avec la clientèle sont quasiment stables (+0,8 %).

Globalement, les autres produits sont quant à eux orientés à la hausse (+4,4 %). Dans le détail, ils regroupent d'une part les plus-values, gains et dividendes (-1,6 %), et d'autre part les produits accessoires (+9,5 %). La contribution des autres produits au PNB est stable à 10,8 % (+0,2 point).

S'agissant des indicateurs de rentabilité, ils évoluent de façon moins marquée. Le taux de marge nette s'améliore de 0,2 pt, à l'image du ROE (return on equity ou rentabilité des capitaux propres) qui croît de 0,1 pt. En revanche, le ROA (return on assets ou rentabilité des actifs) accuse un léger retrait (-0,1 pt). Pour autant, quelque soit leur évolution sur les dernières années, les ratios de rentabilité s'avèrent significativement moins élevés qu'il y a une dizaine d'années.

ANALYSE DES INDICATEURS DE VULNÉRABILITÉ DU FINANCEMENT BANCAIRE DE L'ÉCONOMIE

DIMINUTION DES CRÉANCES DOUTEUSES...

Les créances douteuses brutes enregistrent une baisse de 7,7 % en 2019. De même, le taux de créances douteuses diminue (-0,7 point, à 5,9 %). L'analyse par catégorie de clientèle révèle que les encours douteux nets des entreprises et des collectivités s'inscrivent en retrait (respectivement -14,4 % et -30,0 %) tandis que celui des ménages affiche une hausse (+2,8 %). Dans le même temps, le taux de provisionnement progresse (+3,8 points à 47,0 %). Les créances douteuses nettes (non provisionnées) diminuent de façon significative (-13,8 %). En effet, dans le cadre de leur restructuration, de nombreux établissements ont optimisé la gestion de leur risque en assainissant leur portefeuille de crédit.

... DES AGENTS ÉCONOMIQUES MOINS VULNÉRABLES...

Pour autant, la tendance à l'amélioration des indicateurs de vulnérabilité des agents se poursuit. Du côté des entreprises, le nombre d'incidents de paiement recule (-8,9 % pour les chèques, -13,5 % pour les effets et -11,2 % pour les retraits de cartes bancaires), comme le nombre d'interdictions bancaires (-2,9 % pour les personnes morales). Du côté des ménages, si le nombre de dossiers déposés auprès de la commission de surendettement augmente (+2,5 %), le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-7,8%) diminue depuis plusieurs années.

... MALGRÉ UNE FRAGILITÉ STRUCTURELLE

De nombreux ménages martiniquais restent financièrement fragiles avec près de 200 000 foyers fiscaux martiniquais qui déclarent un revenu fiscal de référence inférieur à 10 000 € et 36 000 foyers qui perçoivent le RSA. Près de 30 % des Martiniquais les plus pauvres (déclarant moins de 10 000 € par an) disposent de 6,9 % des revenus en Martinique, alors que 10 % des ménages les plus aisés (déclarant plus de 50 000 € par an) perçoivent 30,3 % des revenus.

Le financement de l'immobilier progresse encore

En 2019, l'immobilier constitue le premier motif de financement des agents. En effet, les encours de crédits immobiliers représentent 40,3 % de l'encours sain, soit 4,0 milliards d'euros.

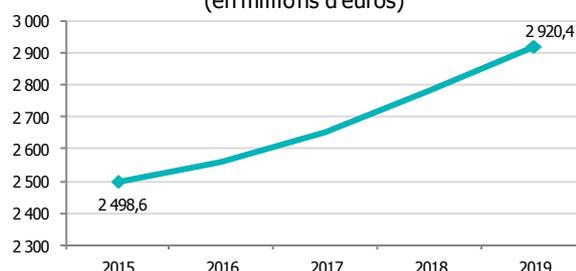
Baisse des crédits immobiliers des entreprises

Fin 2019, les encours de crédits immobiliers destinés aux entreprises s'élèvent à 1,1 milliard d'euros (-2,1 % sur un an), soit 26,7 % des encours immobiliers totaux. Ils concernent principalement le financement du logement social (42,0 %) (via les trois bailleurs présents sur le territoire, la SIMAR, OZANAM, et la SMHLM) et les sociétés civiles immobilières (42,1 %). Toutefois, **la Caisse des dépôts porte les plus importants encours immobiliers (773 millions d'euros, soit 75,6 %).**

Hausse soutenue des crédits à l'habitat des ménages

En 2019, le financement hypothécaire des ménages se maintient à un niveau élevé. L'encours de crédit à l'habitat est en hausse de 5,1 %, après +4,8 % à fin 2018. Il atteint 2,9 milliards d'euros, soit 73,3 % des crédits immobiliers. Cette dynamique s'inscrit dans la tendance des dernières années. Ainsi, de 2014 à 2019, l'endettement hypothécaire des ménages a progressé de 4,3 % en moyenne par an. La hausse des encours de crédits à l'habitat a bénéficié de la baisse des taux d'intérêt et a coïncidé avec la progression continue depuis 5 ans du nombre de ménages².

Encours des crédits à l'habitat des ménages
(en millions d'euros)



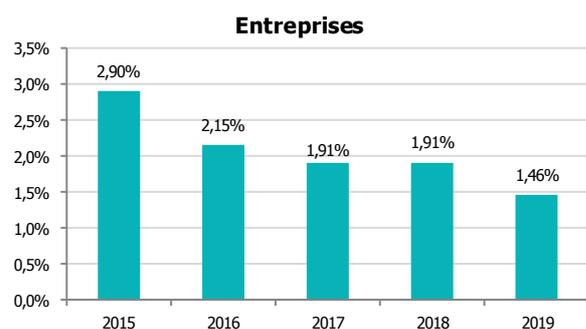
Source : Surfi

Des taux des crédits au plus bas

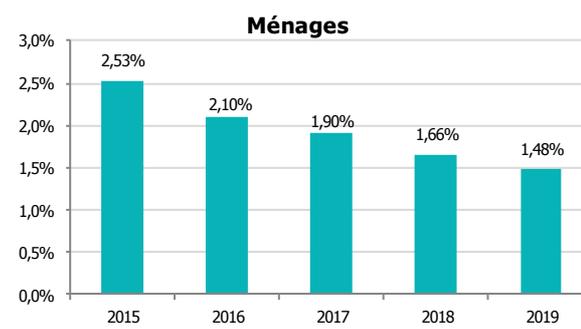
En 2019, après une année de stabilité, le taux moyen des crédits immobiliers aux entreprises repart à la baisse. Il s'établit à 1,46 %, en diminution de 45 pnb sur un an.

S'agissant des particuliers, le taux moyen des crédits immobiliers atteint 1,48 %, en baisse de 18 pnb sur douze mois. Sa tendance (diminution continue depuis 2014) est par ailleurs semblable à celle relevée pour les taux aux entreprises. L'écart avec le taux moyen relevé pour la France entière est très resserré, de l'ordre de 25 pnb.

Taux moyens pondérés des crédits immobiliers



Source : IEDOM



Source : IEDOM

Le dynamisme du financement de l'investissement

En 2019, les crédits d'investissement représentent 38,3 % de l'encours sain, soit 3,8 milliards d'euros (+4,4 % sur un an). Ils sont majoritairement constitués de crédits destinés aux entreprises (2,6 milliards d'euros, +7,7 %), le solde étant dévolu aux collectivités (1,2 milliard d'euros, -2,4 %).

Un financement des entreprises en forte hausse

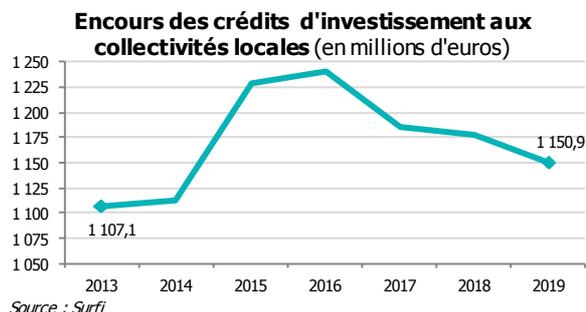
² En dépit de la baisse de la population, le nombre de ménages a augmenté, en raison de la réduction de la taille moyenne des ménages liée aux phénomènes de décohabitation, de desserrement des familles et de vieillissement de la population.

En 2019, la hausse de l'encours de crédits d'investissement aux entreprises (+7,7 %) se poursuit depuis le redressement amorcé en 2017. Les chefs d'entreprise font preuve d'un regain d'optimisme en lien avec la planification d'investissement et la levée d'incertitudes sociales et économiques³. Cette dynamique accompagne le rebond de l'investissement enregistré en 2018 et 2019 dans les enquêtes de conjoncture de l'IEDOM.

À contrario, l'encours global des crédits d'investissement aux collectivités locales (tous établissements confondus) enregistre une nouvelle baisse (-2,4 % sur un an, après -0,6 % en 2018) pour la troisième année consécutive. Cette modération tient en partie aux capacités financières limitées de la plupart des collectivités. Cette évolution suggère également que les collectivités poursuivent en 2019 la modération de leur recours à l'emprunt.

De manière générale, le financement de l'investissement est principalement réalisé par les banques de la place.

L'encours des crédits d'investissement accordés par les établissements de crédit installés localement représente ainsi 3,7 milliards d'euros, soit 97,0 % de l'encours total. En particulier, les banques mutualistes restent les principales pourvoyeuses de crédits d'investissement (54,7 %), suivies des sociétés de financement (26,1 %) et des banques commerciales (13,4 %).



ANALYSE SECTORIELLE

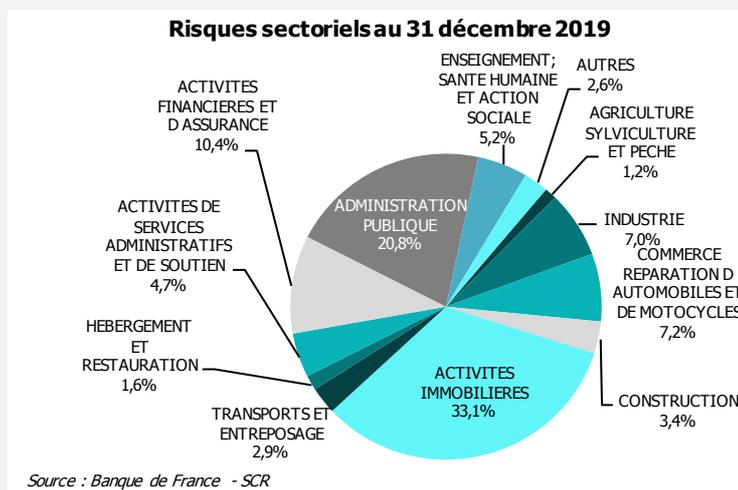
Les encours déclarés au Service central des risques (SCR) s'élèvent à 6,1 milliards d'euros environ en 2019 (-2,2 % sur un an). L'encours moyen est de 733 451 euros, pour un total de 8 354 bénéficiaires.

Le secteur des activités immobilières représente la part la plus importante de l'encours (33,1 %), devant le secteur des administrations publiques (20,8 %) et celui des activités financières et d'assurance (10,4 %).

L'encours du secteur des activités immobilières comprend à part quasi égales le financement des bailleurs sociaux (42,0 % au total pour la SIMAR, OZAMAN et SMHLM confondus) et les risques portés par les sociétés civiles immobilières (SCI) avec 42,1 % du total.

En 2019, l'encours du secteur public atteint 1,3 milliard d'euros (+3,5 % sur un an). Plus de la moitié de l'encours est portée par la Collectivité territoriale de Martinique (709 millions d'euros), les communes en concentrant 27,5 % (351 millions d'euros) et les communautés de communes 8,0 % (102 millions d'euros).

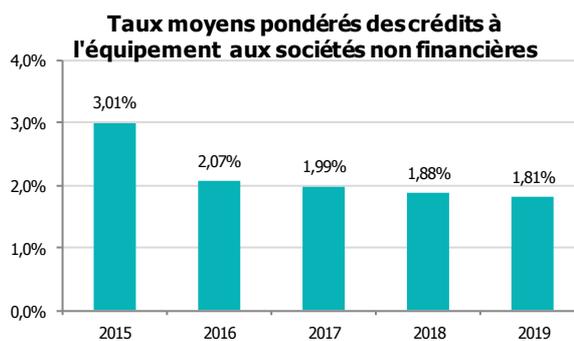
Enfin, pour les activités financières et d'assurance, qui incluent les sociétés holding de groupes informels ou consolidés, le risque atteint 635 millions d'euros.



³ Par exemple, la législation fiscale dans la [loi de finances 2019](#).

Des taux toujours plus attractifs

Les taux des crédits d'investissement aux sociétés non financières (SNF) évoluent à la baisse depuis plusieurs années. Le taux moyen des crédits à l'équipement atteint 1,81 % à fin 2019, soit une baisse de 7 pdb sur un an.



Source : IEDOM

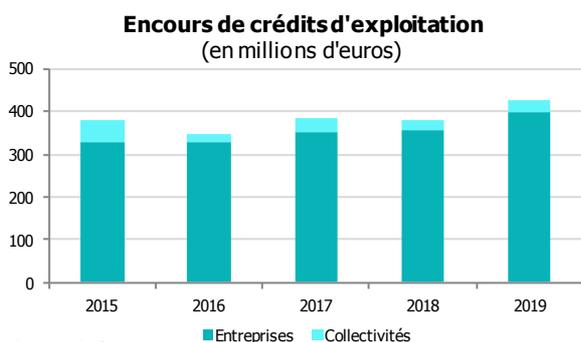
Le financement de la trésorerie

À fin 2019, les encours de crédits d'exploitation progressent fortement (+11,6%) après la légère baisse enregistrée en 2018 (-1,0%). Les entreprises ont sollicité d'avantage les facilités de découvert (+2,4%) et renouvelé leurs demandes de crédits de trésorerie (+20,8%).

Les crédits de trésorerie en progression

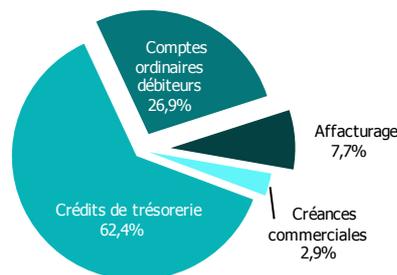
Au cours des quatre dernières années, les crédits d'exploitation ont dans l'ensemble augmenté (+2,9 % en moyenne par an). Cette évolution tient essentiellement à la hausse des crédits d'exploitation des entreprises (+5,1 % en moyenne sur la période) qui représentent, en 2019, 398,4 millions d'euros sur les 424,3 millions d'encours de crédits d'exploitation. Sur la période, l'encours des crédits d'exploitation des collectivités locales (26 millions d'euros environ) à quand à lui diminué (-16,2% en moyenne par an).

La tendance des dernières années se confirme, l'encours de crédits d'exploitation aux entreprises affiche une hausse pour la troisième année consécutive à +12,5 % après +0,6 % en 2018 et +7,8 % en 2017. En revanche, cet encours continue de baisser pour les collectivités locales (-1,5 % en 2019 après -16,3 % en 2018).



Source : Surfi

Financement bancaire à court terme



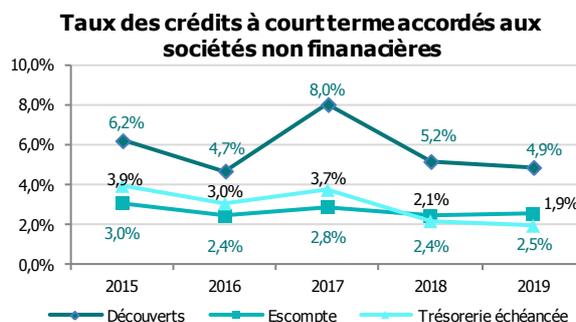
Source : Surfi

En 2019, les sociétés non financières continuent de privilégier les crédits de trésorerie, qui représentent 62,4 % des encours de crédits d'exploitation totaux, après 58,1 % en 2018. La facilité de découvert représente 26,9 % de ces derniers encours (29,6 % en 2018). Le recours à l'affacturage et aux créances commerciales compte enfin pour 7,7 % (9,0 % en 2018) et 2,9 % (3,3 %) respectivement des encours totaux. Sur les cinq dernières années, la tendance est plus favorable aux crédits de trésorerie qu'aux autres formes de financement à court terme.

Les taux des crédits poursuivent leur tendance baissière

Les taux des crédits d'exploitation aux entreprises évoluent dans l'ensemble à la baisse depuis plusieurs années, à l'exception du taux de la facilité de découvert, dont l'évolution est plus heurtée. Il a progressé en 2017 (+3,3 pdb) avant de retrouver en 2018 puis en 2019 un niveau proche de celui de 2016.

En 2019, le taux moyen de découvert atteint ainsi 4,9 % (-0,3 pp sur un an) pour les entreprises. Le taux moyen de trésorerie échancée atteint quant à lui 1,9 % (-0,2 pp). Enfin, le taux d'escompte s'établit à 2,5 % (+0,1 pp). La progression régulière des crédits de trésorerie depuis quelques années peut dès lors trouver une explication partielle dans la baisse de leur coût relativement aux autres modes de financement.



Source : IEDOM

Les entreprises privilégient les dépôts à vue

En 2019, les actifs financiers détenus par les entreprises et les autres agents⁴ s'élevaient à 2,8 milliards d'euros environ. Ils enregistrent une hausse de 4,6 % sur un an. Les entreprises en détiennent 2,3 milliards d'euros (+3,9 % sur un an). Leurs avoirs concentrent principalement des dépôts à vue (81,6 %) et des comptes à terme (11,3 %). En 2019, la tendance des dernières années se renforce, les dépôts à vue continuent de progresser rapidement (+5,7 %) au détriment des placements liquides ou à court terme (+1,7%).

Avec 481,2 millions d'euros, les avoirs des autres agents progressent de 8,0 % sur un an. Ils sont majoritairement composés de dépôts à vue (70,6 %).

L'impact des taux bas sur le financement de la consommation et l'épargne des ménages

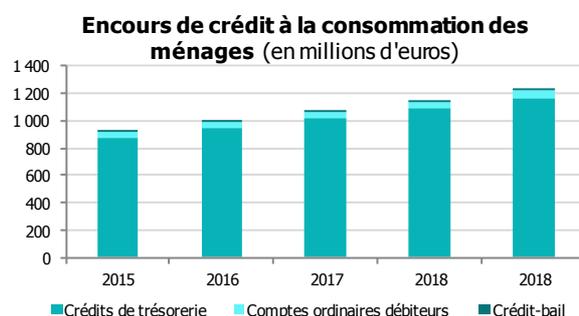
En dix ans, les revenus déclarés par les ménages ont progressé de 2,2 % en moyenne par an, du fait principalement de la hausse des traitements et salaires (+1,6 % par an, en moyenne) et des pensions et retraites (+4,6 % par an, en moyenne). Cette dynamique permet à la consommation privée de se maintenir malgré la baisse structurelle de la population. Elle profite également à l'épargne, la collecte des banques évoluant à un rythme soutenu.

En 2019, l'amélioration des conditions sur le marché de l'emploi (la masse salariale du secteur privé est en hausse de +4,2 % après +3,2 % en 2018) associée à l'environnement de taux bas ont, comme l'année précédente, contribué à stimuler le marché des crédits à la consommation, et à diriger l'épargne vers les dépôts à vue.

Des crédits à la consommation encore dynamiques

En 2019, les crédits à la consommation sont particulièrement dynamiques (+6,9 % après +7,7 % en 2018). Pour mémoire, ils n'avaient pas cessé de baisser entre 2008 et 2014 (-2,0 % en moyenne par an), avant de repartir à la hausse en 2015. La bonne orientation du secteur automobile (+4,4 % en moyenne par an les cinq dernières années) ainsi que la croissance des importations de biens de consommation (+1,3 % en moyenne par an ces quatre dernières années) témoignent de cette vigueur.

Avec 1,2 milliard d'euros, les crédits à la consommation représentent 29,6 % de l'encours total des ménages. Ils sont principalement composés des crédits de trésorerie (1,2 milliard d'euros, +6,6 % sur un an). Les comptes ordinaires débiteurs (46,8 millions, +8,6 %) et le crédit-bail (14,5 millions d'euros, +31,5 % sur un an) représentent encore une faible part de l'encours total, malgré une nouvelle forte progression entre 2018 et 2019.

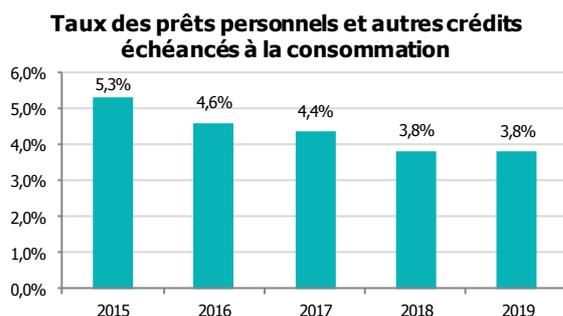


Des taux en baisse constante

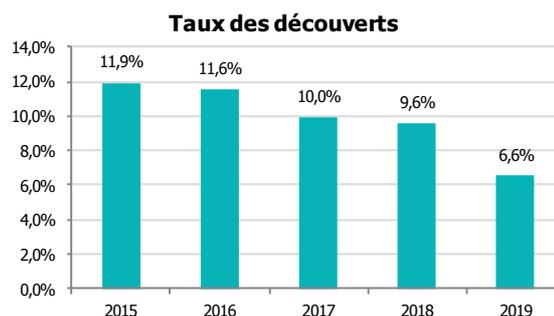
Les taux des crédits à la consommation des ménages évoluent également à la baisse depuis plusieurs années. En 2019, le taux moyen de découverts atteint 6,6 % (-3,0 pdb sur un an). De leur côté, les taux des prêts personnels et autres crédits échéancés à la consommation sont stables sur un an à 3,8 % à fin 2019. En particulier, la baisse continue de ce taux sur les cinq dernières années (-1,88 pdb) a pu contribuer à stimuler l'offre de crédit et *in fine* la consommation des ménages sur la période.

⁴ Les autres agents regroupent principalement les sociétés d'assurance et fonds de pension, les institutions sans but lucratif au service des ménages, les OPCVM monétaires, la clientèle financière hors OPCVM, les fonds communs de créances, ou encore les organismes de compensation d'opérations interbancaires.

Taux moyens pondérés des crédits consommation des ménages



Source : IEDOM



Source : IEDOM

Progression modeste de l'épargne des ménages

À fin 2019, **les ménages demeurent les principaux déposants de la place avec 5,6 milliards d'euros d'actifs (+2,8 % sur un an)**. Le placement de leur épargne, qui dépend de l'arbitrage entre liquidité et rendement, est fortement impacté par l'environnement de taux bas installé par la politique monétaire.

Ainsi, les ménages ont semblé, ces dernières années, arbitrer envers les titres les plus rémunérateurs (l'épargne de long terme a crû de 1,8 % par an en moyenne sur cinq ans) et les plus liquides (les dépôts à vue ont progressé de 6,8 % par an en moyenne sur cinq ans), au détriment des placements à court et moyen termes (-0,4 % par an en moyenne sur cinq ans). En effet, la réduction des taux d'intérêt a significativement impacté à la baisse le rendement des comptes d'épargne comme celui des produits indexés.

En 2019, les dépôts à vue représentent 46,1 % des actifs de la place (+13,4 points par rapport à 2014). Les placements des ménages concentrent principalement des contrats d'assurance-vie (28,2 %), des dépôts à vue (27,6 %), des plans d'épargne logement (10,7 %), des livrets A et bleus (10,9 %) et des livrets ordinaires (9,7 %).

ENCART MÉTHODOLOGIQUE

L'ensemble des données rapportées dans ce document indique des encours. Sauf mention contraire, ces données sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédits.

Quand cela est précisé et en particulier pour les données sectorielles, les données proviennent du SCR (déclaration des encours de crédits par les établissements auprès du Service central des risques de la Banque de France). Ces données ont un référentiel plus restreint que celles issues de SURFI. Elles ne prennent pas en compte les crédits consentis à des personnes morales ayant recours à un encours inférieur à 25 000 euros.

Les crédits présentés dans cette note sont ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit par ceux n'en disposant pas (établissements de crédit non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès des ECIL et des ECNIL.

Les entrepreneurs individuels (EI) regroupent les formes juridiques suivantes : artisans, commerçants, officiers publics ou ministériels, professions libérales, exploitants agricoles, agents commerciaux, associés gérants de société et (autres) personnes physiques. Les sociétés non financières regroupent toutes les autres entreprises ayant une activité non financière.

Annexes : tableaux statistiques

Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-15	déc-16	déc-17	déc-18	mars-19	juin-19	sept-19	déc-19	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	326,5	326,3	351,8	354,0	381,1	420,1	418,7	398,4	-5,2%	12,5%
<i>Créances commerciales</i>	17,2	16,2	16,1	11,5	9,3	13,6	13,6	11,7	-14,1%	1,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	180,6	196,6	190,5	205,8	214,9	212,9	233,8	248,4	16,7%	20,7%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	39,1	39,7	40,4	44,0	43,9	44,8	44,2	45,7	1,8%	3,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	88,4	71,6	107,4	104,9	120,1	164,5	142,2	107,4	-34,7%	2,4%
<i>Affacturation</i>	40,4	41,8	37,9	31,8	36,8	29,0	29,2	30,9	6,3%	-3,0%
Crédits d'investissement	1 921,6	2 090,2	2 226,7	2 447,9	2 462,9	2 514,5	2 545,4	2 635,3	4,8%	7,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 730,0	1 884,1	2 011,2	2 229,3	2 235,3	2 287,9	2 321,8	2 400,0	4,9%	7,7%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	38,8	39,3	40,4	40,5	40,9	36,2	40,3	41,0	13,5%	1,4%
<i>Crédit-bail</i>	191,7	206,1	215,5	218,5	227,6	226,6	223,6	235,2	3,8%	7,6%
Crédits immobiliers	1 070,3	1 091,3	1 084,8	1 088,9	1 085,6	1 080,9	1 071,6	1 066,0	-1,4%	-2,1%
Autres crédits	26,7	2,4	2,5	1,8	1,7	1,8	2,0	1,8	-5,0%	-1,5%
Encours sain	3 345,2	3 510,2	3 665,8	3 892,5	3 931,4	4 017,3	4 037,7	4 101,3	2,1%	5,4%
Ménages										
Crédits à la consommation	936,2	997,6	1 070,8	1 152,7	1 156,4	1 178,8	1 193,9	1 232,7	4,6%	6,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	872,1	942,4	1 025,1	1 098,6	1 103,0	1 121,8	1 131,5	1 171,4	4,4%	6,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	46,4	42,6	38,5	43,0	42,6	44,2	48,9	46,8	5,7%	8,6%
<i>Crédit-bail</i>	17,8	12,6	7,1	11,0	10,8	12,8	13,5	14,5	13,4%	31,5%
Crédits à l'habitat	2 498,6	2 557,3	2 651,6	2 779,8	2 799,8	2 830,4	2 864,3	2 920,4	3,2%	5,1%
Autres crédits	4,2	1,7	4,7	5,5	6,1	6,3	6,2	6,0	-5,4%	8,1%
Encours sain	3 439,0	3 556,5	3 727,1	3 938,0	3 962,2	4 015,5	4 064,5	4 159,0	3,6%	5,6%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	52,6	20,2	31,5	26,4	23,7	18,9	27,7	26,0	37,3%	-1,5%
<i>Affacturation</i>	0,0	0,0	0,0	1,5	2,8	3,1	0,0	2,4	-22,7%	62,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	52,5	19,6	30,7	24,8	20,7	15,6	27,7	23,4	49,9%	-5,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,0	0,6	0,2	0,1	0,2	0,2	0,0	0,2	-20,8%	39,3%
Crédits d'investissement	1 228,1	1 239,7	1 186,1	1 178,6	1 111,9	1 148,5	1 142,5	1 150,9	0,2%	-2,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 228,0	1 239,6	1 186,1	1 178,5	1 111,9	1 148,5	1 142,5	1 150,8	0,2%	-2,4%
<i>Crédit-bail</i>	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-52,4%	-68,1%
Crédits immobiliers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0		
Encours sain	1 280,7	1 259,9	1 217,6	1 204,9	1 135,6	1 167,4	1 171,2	1 176,8	0,8%	-2,3%
Autres agents										
Encours sain	512,4	496,9	501,6	469,5	448,5	447,9	467,7	457,0	2,0%	-2,7%
TOTAL										
Encours sain	8 577,3	8 823,5	9 112,2	9 504,8	9 477,7	9 648,0	9 741,1	9 894,2	2,6%	4,1%
<i>dont ECNIL</i>	589,4	577,3	541,7	621,9	597,7	613,4	611,6	588,8	-4,0%	-5,3%
Créances douteuses brutes	574,7	562,8	616,5	667,6	695,6	657,6	571,2	616,1	-6,3%	-7,7%
<i>dont ECIL</i>	515,0	493,1	548,2	584,5	612,8	577,3	502,3	0,0	-100,0%	-100,0%
Créances douteuses nettes	278,7	277,6	324,6	379,0	403,5	363,7	335,2	326,6	-10,2%	-13,8%
<i>dont entreprises</i>	154,6	134,3	169,3	202,0	183,7	190,1	174,8	172,9	-9,0%	-14,4%
<i>dont ménages</i>	80,5	83,8	84,5	83,0	80,5	81,7	79,7	85,4	4,5%	2,8%
Provisions	296,0	285,2	291,9	288,6	292,2	293,9	236,0	289,5	-1,5%	0,3%
Encours total	9 152,0	9 386,3	9 728,7	10 172,4	10 173,3	10 305,7	10 312,4	10 510,3	2,0%	3,3%
Taux de créances douteuses brutes	6,3%	6,0%	6,3%	6,6%	6,8%	6,4%	5,5%	5,9%		-0,7 pt
<i>dont ECIL</i>	6,1%	5,6%	6,0%	6,2%	6,5%	6,0%	5,2%	0,0%		-6,2 pt
Taux de provisionnement	51,5%	50,7%	47,3%	43,2%	42,0%	44,7%	41,3%	47,0%		3,8 pt
<i>dont ECIL</i>	57,5%	57,8%	53,2%	49,4%	47,7%	50,9%	47,0%	0,0%		-49,4 pt

Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-15	déc-16	déc-17	déc-18	mars-19	juin-19	sept-19	déc-19	1 sem	1 an
Entreprises	1 667,1	1 726,6	2 127,8	2 186,3	2 094,6	2 102,1	2 138,1	2 271,4	8,1%	3,9%
Dépôts à vue	1 058,8	1 169,4	1 669,5	1 779,4	1 712,3	1 702,7	1 685,9	1 854,3	8,9%	4,2%
Placements liquides ou à court terme	555,7	496,4	396,7	346,2	311,1	326,7	378,3	350,0	7,1%	1,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	56,3	54,9	45,8	68,5	69,7	67,1	74,4	72,5	8,0%	5,8%
Placements indexés sur les taux de marché	499,4	441,5	350,9	277,8	241,4	259,6	303,9	277,6	6,9%	-0,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	408,0	385,3	312,5	246,8	219,3	237,8	280,6	255,6	7,5%	3,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	72,9	52,7	37,0	30,9	22,1	21,8	23,3	22,0	0,8%	-29,0%
Épargne à long terme	52,6	60,8	61,6	60,7	71,2	72,7	74,0	67,1	-7,8%	10,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	19,8	26,3	31,7	33,2	43,4	44,7	45,0	38,4	-14,1%	15,5%
Ménages	5 124,8	5 224,4	5 404,4	5 472,2	5 524,1	5 583,5	5 579,6	5 627,6	0,8%	2,8%
Dépôts à vue	1 200,8	1 272,0	1 409,7	1 472,7	1 494,3	1 533,1	1 532,1	1 555,4	1,5%	5,6%
Placements liquides ou à court terme	1 644,3	1 616,7	1 603,4	1 618,9	1 625,4	1 639,6	1 637,2	1 652,1	0,8%	2,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 473,1	1 469,4	1 485,6	1 516,8	1 528,0	1 546,8	1 546,7	1 567,0	1,3%	3,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	492,1	492,2	502,2	516,0	522,1	531,6	539,2	548,0	3,1%	6,2%
<i>dont livrets A et bleus</i>	582,6	577,0	580,2	592,8	596,4	603,6	605,6	612,8	1,5%	3,4%
<i>dont livrets jeunes</i>	13,5	13,7	12,8	12,5	12,5	12,7	12,5	12,2	-3,9%	-2,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	49,9	48,5	46,6	44,6	44,0	41,7	32,0	32,9	-21,0%	-26,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	222,1	228,6	237,0	245,8	248,9	253,1	254,1	258,2	2,0%	5,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	112,8	109,5	106,9	105,0	104,2	104,1	103,2	102,8	-1,3%	-2,2%
Placements indexés sur les taux de marché	171,2	147,3	117,8	102,1	97,4	92,8	90,5	85,2	-8,2%	-16,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	155,4	133,2	106,5	88,1	84,2	79,7	77,7	72,2	-9,4%	-18,1%
<i>dont bons de caisse</i>	1,1	0,7	0,7	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0		ns
<i>dont OPCVM monétaires</i>	14,7	13,3	10,6	13,4	13,2	13,1	12,8	13,0	-0,8%	-2,9%
Épargne à long terme	2 279,7	2 335,8	2 391,2	2 380,6	2 404,4	2 410,8	2 410,2	2 420,1	0,4%	1,7%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	602,6	624,7	623,4	613,3	606,5	602,1	597,0	601,8	-0,1%	-1,9%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	54,2	48,7	43,9	40,5	39,4	38,5	37,7	37,3	-3,1%	-8,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,1	7,1	8,6	8,6	8,6	9,5	10,0	9,1	-3,8%	6,5%
<i>dont portefeuilles-titres</i>	177,3	176,9	171,7	157,0	155,5	149,0	150,5	151,1	1,4%	-3,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	48,4	43,8	41,2	33,3	34,5	34,5	34,4	34,7	0,7%	4,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 391,0	1 434,6	1 502,3	1 528,0	1 559,9	1 577,3	1 580,6	1 586,0	0,6%	3,8%
Autres agents	386,3	486,7	424,7	445,7	427,5	456,3	476,9	481,2	5,5%	8,0%
Dépôts à vue	214,3	321,8	266,6	295,0	270,2	305,9	326,8	339,8	11,1%	15,2%
Placements liquides ou à court terme	146,4	136,6	127,0	109,7	115,8	113,3	112,2	107,6	-5,1%	-1,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	65,5	65,1	65,6	60,2	62,3	62,2	61,4	63,0	1,2%	4,6%
Placements indexés sur les taux de marché	80,9	71,6	61,4	49,5	53,4	51,1	50,8	44,6	-12,7%	-9,9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	69,4	62,2	53,0	38,1	40,0	37,7	35,4	33,6	-10,9%	-11,7%
Épargne à long terme	25,7	28,3	31,1	40,9	41,5	37,1	37,9	33,7	-8,9%	-17,5%
Total actifs financiers	7 178,2	7 437,8	7 956,9	8 104,2	8 046,1	8 142,0	8 194,6	8 380,2	2,9%	3,4%
Dépôts à vue	2 473,9	2 763,2	3 345,8	3 547,2	3 476,8	3 541,7	3 541,7	3 749,6	5,9%	5,7%
Placements liquides ou à court terme	2 346,4	2 249,7	2 127,1	2 074,9	2 052,3	2 079,6	2 079,6	2 109,8	1,5%	1,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 594,9	1 589,4	1 597,1	1 645,5	1 660,1	1 676,1	1 676,1	1 702,5	1,6%	3,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	588,8	584,8	555,1	562,3	574,9	584,6	584,6	593,1	1,5%	5,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	607,6	604,3	638,7	675,1	675,5	679,7	679,7	703,0	3,4%	4,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	13,5	13,7	12,8	12,5	12,5	12,7	12,7	12,2	-3,9%	-2,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	49,9	48,5	46,6	44,6	44,0	41,7	41,7	32,9	-21,0%	-26,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	222,2	228,6	237,0	246,0	249,0	253,2	253,2	258,3	2,0%	5,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	112,9	109,6	106,9	105,1	104,3	104,2	104,2	102,9	-1,3%	-2,2%
Placements indexés sur les taux de marché	751,5	660,3	530,0	429,4	392,2	403,5	403,5	407,3	0,9%	-5,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	632,7	580,7	472,0	373,1	343,5	355,3	355,3	361,4	1,7%	-3,1%
<i>dont bons de caisse</i>	1,2	0,7	0,7	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	-96,5%
<i>dont certificats de dépôt</i>	18,5	3,5	1,3	6,0	6,7	6,7	6,7	4,6	-31,2%	-23,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	99,1	75,4	56,0	49,7	42,0	41,5	41,5	41,2	-0,6%	-16,9%
Épargne à long terme	2 357,9	2 424,9	2 484,0	2 482,2	2 517,1	2 520,6	2 520,6	2 520,9	0,0%	1,6%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	602,9	625,0	623,7	613,7	606,8	602,4	602,4	602,2	0,0%	-1,9%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	54,3	48,8	44,0	40,6	39,4	38,5	38,5	37,3	-3,1%	-8,1%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	7,1	7,1	8,6	8,6	8,6	9,5	9,5	9,1	-3,8%	6,5%
<i>dont actions</i>	78,1	82,0	87,0	82,2	84,1	84,6	84,6	89,7	6,0%	9,0%
<i>dont obligations</i>	140,4	142,7	129,7	120,0	117,6	110,8	110,8	105,0	-5,2%	-12,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	81,3	83,9	87,8	86,0	97,4	93,7	93,7	87,7	-6,4%	2,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 393,8	1 435,4	1 503,1	1 531,1	1 563,1	1 581,2	1 581,2	1 590,0	0,6%	3,8%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : C. DORWLING-CARTER - Responsable de la rédaction : N. GOBALRAJA

Rédaction : Michèle ROVELA-MARTHELY

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : août 2020 – Dépôt légal : septembre 2020 – ISSN 1952-9619